

J.P. Fléron, 23 mai 2024 (R.G. 23A395)

*Publié dans les Echos du crédit et de l'endettement n°87
(Juillet/Août/Septembre 2025), p. 22*

Conclusion d'un contrat de crédit - Validité du consentement - Responsabilité du prêteur.

Madame a contracté un prêt pour l'achat d'un nouveau véhicule. En défaut de paiement, le prêteur a dénoncé le crédit et a notifié son intention de mettre en œuvre la cession de rémunération. Madame a fait opposition et a négocié des plans de paiement qu'elle n'a pas respectés.

Elle invoque la nullité du contrat. Souffrant d'addiction, elle estime que, lors de la signature, elle n'était pas en état de donner valablement son consentement. Elle fournit des documents médicaux qui attestent de son alcoolisme depuis 2005.

On ne peut pas considérer que cette addiction la rendait incapable de gérer ses biens et de signer valablement le contrat. Personne, même pas son médecin traitant, n'a jugé judicieux de demander une mesure d'administration de biens.

Elle invoque aussi un comportement fautif dans le chef du prêteur. Selon elle, il aurait dû refuser le crédit car elle bénéficiait d'une pension de 1.158 €, était dans un « état second » lors de la signature et le véhicule acheté était trop volumineux pour elle.

Le prêteur doit évaluer la capacité de remboursement de l'emprunteur. En pratique, le prêteur considère que la charge de crédit ne peut pas dépasser le tiers des revenus. En l'occurrence, c'est le cas.

Rien ne permet de démontrer l'état de second de Madame.

Le prêteur doit également vérifier la légalité du but du crédit, pas apprécier son opportunité.

Aucune faute ne peut donc être reprochée au prêteur.

Le juge condamne Madame au remboursement du solde du crédit à majorer des intérêts moratoires et valide la cession de rémunération.

*Maëlle Servais,
Christelle Wauthier,
Juristes,
Observatoire du Crédit et de l'Endettement*

